**Michèle Rioux, Christian Deblock et Laurent Viau
(dir.), *L'ALENA conjugué au passé, au présent et au
futur : l'intégration régionale 3.0 et les défis de
l'interconnexion***

Éric Boulanger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2793>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.2793](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2793)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Éric Boulanger, « Michèle Rioux, Christian Deblock et Laurent Viau (dir.), *L'ALENA conjugué au passé, au présent et au futur : l'intégration régionale 3.0 et les défis de l'interconnexion* », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 54 | 2016, mis en ligne le 01 mars 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2793>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Michèle Rioux, Christian Deblock et Laurent Viau (dir.), *L'ALENA conjugué au passé, au présent et au futur : l'intégration régionale 3.0 et les défis de l'interconnexion*

Éric Boulanger

- 1 Michèle Rioux, Christian Deblock et Laurent Viau (dir.), *L'ALENA conjugué au passé, au présent et au futur : l'intégration régionale 3.0 et les défis de l'interconnexion*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2015, 283p.
- 2 Dans la préface de cet ouvrage, Stephen Clarkson de l'Université de Toronto note que « la validité de ce qui a été étudié il y a deux ans [...] ne tiendra probablement pas très longtemps » compte tenu de « l'augmentation de la vitesse et de l'imprévisibilité [des] changements » en politique internationale. Une telle affirmation pèse lourd : elle souligne en effet que les chercheurs en sciences sociales ne possèdent pas les instruments analytiques nécessaires pour saisir ce changement sur le long terme, d'où une certaine « méfiance » à l'égard de l'analyse scientifique. Il n'a pas tort, mais il s'empresse cependant d'ajouter, à notre grand soulagement, que l'analyse scientifique est « tributaire des théories avancées, des concepts développés et des conclusions tirées des œuvres antérieures. » C'est bel et bien dans cette perspective qu'on doit aborder et comprendre cet ouvrage collectif qui est en fait un recueil de la fine fleur des textes publiés par les chercheurs du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) depuis la seconde moitié des années 1980 sur le thème de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'intégration régionale et hémisphérique et des débats sociaux qui ont suivie en cadence.

La structure de l'ouvrage

- 3 L'ouvrage est composé de 21 chapitres (sans compter l'introduction et la conclusion) qui sont en fait des extraits de textes publiés entre 1988 et 2011¹ regroupés sous quatre rubriques : 1) « le régionalisme d'un point de vue théorique » ; 2) « l'intégration dans les Amériques » ; 3) « les débats sociaux de l'intégration régionale » et, enfin, 4) « des études de cas sur l'intégration régionale », plus spécifiquement sur les effets de l'ALENA sur les gouvernements infra-étatiques, les télécommunications canadiennes et l'industrie de la défense.
- 4 Onze auteurs ont contribué à cet ouvrage, mais il faut cependant souligner que les textes proviennent en grande majorité de Christian Deblock, directeur du CEIM de sa fondation jusqu'en 2013 (il est l'auteur ou le coauteur de 12 textes), de Michèle Rioux (auteure et coauteure de 6 textes dont l'introduction et la conclusion, ces deux derniers textes étant originaux), de Dorval Brunelle (auteur ou coauteur de 4 textes) et de Gilbert Gagné et Yves Bélanger (chacun auteur ou coauteur de trois textes). Les autres auteurs contribuant à un ou deux textes². Ces extraits proviennent d'un noyau de chercheurs tous rattachés au CEIM et à ses unités, comme le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) ou le défunt Groupe de recherche sur l'économie et la sécurité (GRES) et qui ont, au cours des années, contribué au développement d'un cadre théorique, d'un discours et d'une analyse critique pour comprendre l'ALENA et les processus plus étendus de l'intégration et de l'interconnexion régionales et hémisphériques et des nombreux enjeux qui leur sont associés comme leurs effets sur le travail, la culture, l'identité et l'environnement.
- 5 Les publications du CEIM et de ses chercheurs représentent une somme considérable de recherche – comme en fait foi l'abondance des textes disponibles sur le site Internet du CEIM et des nombreuses publications (livres, articles scientifiques, etc.) de ses chercheurs – et à cet égard, la sélection des textes a dû être difficile –, mais en général le choix éditorial a été bien fait, pour les quatre raisons suivantes.
- 6 En premier lieu, cet ouvrage possède le mérite de nous offrir une vue d'ensemble de la diversité des travaux qui ont été faits par les chercheurs du CEIM, et ce depuis les années 1980, donc plusieurs années avant sa création. Celui-ci est devenu un point de rassemblement stratégique des spécialistes francophones de l'économie politique internationale, et pas seulement de l'ALENA, un thème de recherche qui a tout de même reçu une attention particulière comme en fait foi cet ouvrage. En deuxième lieu, le choix éditorial de la reproduction d'extraits et non pas des textes en entier facilite l'accès à ce lot d'analyses, rapidement, mais sans diminuer pour autant leur valeur scientifique. Le lecteur se retrouve promptement au cœur de l'analyse, voire de l'action, dans le cas des textes portant sur la contestation sociale de l'ALENA et de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).
- 7 En troisième lieu, aucun de ces textes n'apparaît désuet aux niveaux scientifique et critique, sinon qu'ils nous permettent de retracer l'évolution des débats et des enjeux socioéconomiques et politiques liés à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALECEU) et de l'ALENA en vigueur depuis 1992. Il ne fait aucun doute que les historiens de la contestation sociale y retrouveront par endroit une articulation à chaud des débats entourant ces deux accords, notamment dans le chapitre d'Afef Benessaïh intitulé « Le débat sur les effets sociaux du libre-échange » dans lequel les mouvements de contestation soulignent la rupture du « contrat keynésien » société,

État, marché. Rétrospectivement, les critiques soulevées par ces mouvements en lien avec deux domaines vulnérables aux dispositions libre-échangistes, soit le travail et l'environnement, forcent à reconnaître qu'ils n'avaient pas tort. Si les effets négatifs de l'ALENA sur le travail et l'environnement n'ont jamais atteint les proportions anticipées (voir le texte de Benessaïeh), il n'en demeure pas moins que le « rehaussement de l'État providence » comme mécanisme en mesure de contrer les effets négatifs de l'ALENA tel que suggéré par ces mouvements, n'a jamais eu lieu, son démantèlement s'est poursuivi et se poursuit toujours dans le cadre d'un néolibéralisme exacerbé par la crise financière mondiale de 2008-2009. Benessaïeh a bien raison de souligner que les accords parallèles sur le travail et l'environnement indiquent, jusqu'à une certaine mesure, que l'avenir radieux du libre-échange amenait son lot d'inquiétude, même chez les négociateurs, sinon pourquoi inclure ces mécanismes de protection ? Il est difficile de ne pas faire de lien avec les inquiétudes soulevées par le Partenariat transpacifique (PTP), non seulement au Canada, mais aussi ailleurs dans le monde, sur les risques que courent les préférences collectives nationales ou régionales et la volonté des gouvernements participants d'établir toute une série de mesures compensatoires, comme par exemple au Japon, pour « réduire l'anxiété » des populations rurales et de la petite entreprise³.

- 8 En quatrième lieu, le format de cet ouvrage axé sur les extraits les plus pertinents à la compréhension générale de l'ALENA amène le lecteur au cœur de l'analyse théorique. Il faut noter alors les chapitres écrits par les professeurs Deblock, Brunelle, Rioux et Gagné (individuellement ou en collaboration) qui ont jeté avec acuité les bases d'une méthodologie structuraliste, nous permettant de comprendre les projets d'intégration régionaux, non seulement dans les Amériques, mais également ailleurs dans le monde. De plus, si nous replaçons cet ouvrage dans l'actualité commerciale internationale, on peut en tirer un constat certainement positif : les chercheurs du CEIM ont su mettre en place une méthodologie et un cadre d'analyse qui demeurent encore aujourd'hui pertinents pour comprendre, mais également analyser le contenu, les objectifs et les conséquences d'accords commerciaux récents, notamment l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et le PTP, deux accords qui se dégagent dans une certaine mesure des sillons tracés par l'ALENA, mais qui n'en demeurent pas moins tributaires de l'expérience historique de celui-ci. Ce dégagement est bien sûr lié aux insuffisances de l'ALENA (nous y reviendrons), mais également à l'émergence d'une double réalité, soit, d'une part, la mondialisation qui s'est installée comme système déterminant des rapports économiques entre les pays et, d'autre part, le recentrage de l'économie mondiale sur la Chine et l'Asie. Cette double réalité n'a pas remis en question le cadre analyse et ses différentes variantes que l'on retrouve dans l'ouvrage, notamment en raison d'un postulat fondamental – qui s'est d'ailleurs transformé en un vecteur des analyses les plus récentes – selon lequel la compétitivité et les rivalités commerciales sont toujours porteuses d'une volonté d'institutionnaliser avec des règles visant à niveler le terrain de la concurrence, les rapports économiques, autrefois à une échelle régionale, aujourd'hui à une échelle transrégionale, en l'absence de progrès au niveau global.

Compétitivité et rivalité : le dilemme du libre-échange

- 9 Ce vecteur est essentiel pour comprendre les analyses que l'on retrouve dans cet ouvrage. Il est difficile d'insérer les réalités de l'intégration et du régionalisme dans un paradigme dominant – qu'il soit réaliste ou libéral –, d'autant que les acteurs sont loin d'être uniquement les États-nations, mais en retour, et malgré l'importance des firmes privées, de la société civile et de la diversité des institutions représentatives, la sécurité ne peut être oblitérée des analyses. Peut-être le résultat de la réflexion qui se faisait au sein du GRES sur les liens entre la sécurité et l'économie, cette notion de compétitivité à laquelle aucun État ne peut échapper, n'en demeure pas moins traversées des rationalités réalistes et libérales. Si la première bloque la réflexion au niveau de l'État régalien, la seconde envisage trop souvent la compétitivité gambadant innocemment dans les verts pâturages du laisser-faire, laissez-passer. Plusieurs des auteurs dans cet ouvrage, notamment Christian Deblock, Michèle Rioux, Mathieu Arès et Henri Regnault, s'inspirant, entre autres, des travaux de Susan Strange, conçoivent la compétitivité, non pas sous la forme néo-mercantiliste du commerce géré (*managed trade*), mais par le truchement de l'ouverture institutionnelle et régulée des rapports commerciaux fondée sur des valeurs communes, des règles et des standards universels et, de plus en plus, sur l'État de droit et la coopération. Dans la perspective où l'intégration sous toutes ses formes devient incontournable, voire impossible à arrêter, les enjeux de sécurité y mettent un frein : contre notamment les effets de dislocation de l'ALENA, comme l'accroissement des inégalités socioéconomiques ou sur le travail, l'environnement et les préférences collectives, etc. Il n'y a donc plus rien après l'ALENA en ce qui a trait à la poursuite de l'intégration. Le caractère contractuel de l'ALENA a eu comme effet de figer dans le temps cet accord (malgré une réflexion continue sur son évolution et son renforcement institutionnels – voir à ce sujet le chapitre de Deblock et Rioux « Le Canada et l'Union européenne ») et de faire dominer l'autonomie des volontés et des intérêts nationaux au détriment de la poursuite de l'intégration, dont probablement personne ne voulait.
- 10 Que l'ALENA soit figé dans le temps, peut-être. Mais cela n'a pas empêché pour autant les gouvernements de signer d'autres accords ! Reconnaisant par le fait même les bénéfices d'une intégration toujours plus profonde et complexe, les trois parties à l'ALENA ont poursuivi à leur façon, selon leurs intérêts économiques propres, une « stratégie de désenclavement ». La nature de cette intégration pose cependant toujours problème. Ce sont à la fois le rejet du néomercantilisme (et par le fait même de la stratégie de conquête de parts de marché et d'une politique industrielle qui lui est naturellement associée) et la reconnaissance des attributs sécuritaires du *compétitivism* qui laissent « perplexes » : le « libre-échange par défaut » est une expression de Brunelle et Deblock qui cible avec finesse ce libéralisme compétitif dans lequel l'État doit, avec grande difficulté, devenir garant de la prospérité nationale sans se draper dans les habits du néomercantilisme tout en prenant conscience, comme le notent Gilbert Gagné et Laurent Viau pour le Québec, des effets sur « l'emploi manufacturier et la perte de choix en matière de politiques sociales et environnementales ». Libéralisation et facilitation du commerce apparaissent comme l'option optimale, influencée certes par la longue tradition libérale de la politique américaine comme le souligne Deblock, mais cette option a été adaptée, semble-t-il, à trois modèles d'accords commerciaux régionaux : les modèles communautaire (celui de l'Union européenne),

contractuel (celui de l'ALENA) et collaboratif (celui de l'APEC). Le PTP n'est-il pas aujourd'hui un modèle contractuel dopé par un légalisme qui domine de plus en plus les rapports commerciaux et la « diplomatie juridique » de l'OMC, mais complété à la fois par « un corps d'idées [et] de valeurs » chères à la philosophie libérale américaine et par la légèreté du modèle collaboratif, chère à l'Asie ? L'échec de la ZLEA devient d'autant plus frustrant dans la mesure où la méfiance réciproque, elle-même ancrée dans la difficile histoire commune des États-Unis et de l'Amérique latine, a fait dérailler une évolution potentiellement positive de l'intégration hémisphérique.

- 11 Bref, « les États-Unis, comme l'indiquent Deblock et Rioux, n'ont eu de cesse de chercher à instituer une communauté transatlantique ancrée dans le libre-échange et les valeurs partagées ». Ils sont en voie de le réussir en Asie-Pacifique avec le PTP, mais l'échec de la ZLEA souligne, d'une part, que les visions divergentes en matière d'intégration ne sont pas toujours réconciliables et, d'autre part, qu'il y a toujours des limites sécuritaires que les États n'osent franchir dans les Amériques, mais également ailleurs dans le monde, notamment en Asie orientale.

La grande absente de cet ouvrage : une valeur ajoutée annoncée, mais introuvable

- 12 Nous pouvons replacer cet ouvrage dans le contexte des vingt ans de l'ALENA qui a donné lieu dans le monde académique à une série de colloques et d'ouvrages sur cet accord de libre-échange qui a modifié profondément le paysage commercial de l'Amérique du Nord en associant toujours plus étroitement le destin socioéconomique du Mexique et du Canada à celui de la première puissance économique de la planète⁴. La pertinence de cet ouvrage est appropriée, mais il faut noter une première faiblesse. Si dans leur introduction, Michèle Rioux et Laurent Viau soulignent clairement le précédent qu'est l'ALENA – et de ce fait, la justesse de cet ouvrage – dont nombreuses dispositions ont été reprises ou ont influencé durablement les négociations multilatérales dans d'autres domaines comme les services, l'investissement et la propriété intellectuelle, il est cependant un peu étrange de tenter par la suite de valider à deux autres reprises l'ouvrage à *la négative* en affirmant, d'une part, que cet accord n'a pas su créer une solidarité entre les trois pays (ce que semblent réfuter certains chapitres, du moins sous sa forme plus atténuée de dépendance réciproque) et, d'autre part, que ce « modèle 2.0 » ne semble plus intéressant aujourd'hui. Dénigrer l'accord pour justifier l'ouvrage pourrait bien amener les lecteurs à s'en détourner.
- 13 Cela nous amène à la deuxième faiblesse de cet ouvrage : contrairement au sous-titre de l'ouvrage (« L'intégration régionale 3.0 et les défis de l'interconnexion ») qui indique une réflexion qui va au-delà du moment ALENA, cet ouvrage n'offre aucune valeur ajoutée : il est avant tout un recueil d'extraits de textes. Il aurait fallu insérer dans cet ouvrage une ligne de pensée selon laquelle l'ALENA n'est pas seulement une impasse, mais un levier ou du moins une étape cruciale voire incontournable de l'évolution historique du système commercial global et de sa régulation dans une perspective où les « interconnexions » globales et l'intégration régionale, interrégionale et transrégionale font de l'ALENA, peut-être pas sa pierre angulaire, mais du moins une charpente centrale de la politique commerciale mondiale. Les trois pays de l'ALENA ne l'ont jamais rejeté ; au contraire, en raison de ses limites intrinsèques et de cette double réalité que nous avons soulignées ci-dessus, les trois gouvernements ont fait évoluer

leur politique commerciale, non pas en rejetant l'ALENA, mais en en faisant la base institutionnelle et régulatrice de leurs intérêts commerciaux. Aucun accord commercial signé par ces trois pays ne peut omettre la présence de l'ALENA, que ce soit pour le renforcer, ou en contourner les limites intrinsèques face à une rivalité commerciale exacerbée par la mondialisation et « l'usine Asie ».

- 14 Les dispositions de l'ALENA ou en d'autres mots ces sillons tracés profondément dans le terrain de la concurrence et de la compétitivité, visaient à contrecarrer une hypothèse de l'après-guerre froide qui ne s'est jamais matérialisée : la division de l'économie mondiale en blocs économiques discriminatoires. Au contraire, l'« interconnexion » grandissante induite par les forces de la mondialisation et aujourd'hui canalisées par la puissance ascendante de la Chine, a affaibli les expériences régionales autocentrées et validées le régionalisme ouvert de l'ALENA et de l'Asie de l'Est induisant une reformulation du régionalisme dans le transrégionalisme ou, en d'autres mots, une interconnexion des trois grandes régions commerciales de la planète. Dans cette perspective, la plus-value de cet ouvrage résidait dans une introduction qui devait aller au-delà d'une présentation des chapitres sur le mode extrait ou résumé – sinon l'introduction apparaît comme un exercice futile – possiblement en examinant les grands débats de l'époque sous un regard critique attisée par l'actualité commerciale internationale. La conclusion, pour sa part, aurait dû ouvrir des pistes sur les accords de troisième génération, ceux-là mêmes que les chercheurs du CEIM analysent présentement. Malgré ces faiblesses, le lecteur averti pourra tout de même prendre connaissance de ce moment historique qu'a été la création de l'ALENA, un accord qui a à tout jamais modifié les rapports économiques en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde.

NOTES

1. Le chapitre 21, le dernier, n'est pas daté et pour un autre, le chapitre 7, l'extrait ne correspond pas à la référence indiquée en exergue.
2. Compte tenu du très grand nombre de chapitres et pour éviter d'alourdir le texte inutilement, nous omettons le plus souvent possible de faire des références spécifiques aux chapitres, avec titre et auteur (e) (s). Si la lecture et la compréhension des grands enjeux de ce livre en seront facilitées, nous reconnaissons que les divergences entre les auteurs seront évacuées, non pas pour éviter les débats, mais pour garder en tête l'idée d'une vue d'ensemble.
3. Éric Boulanger, « Les échos japonais du PTP : des réactions modérées et prudentes en dépit de la colère des agriculteurs », *Chronique commerciale américaine*, CEIM, vol. 8, n° 9, novembre 2015, pp. 2-9.
4. Voir, entre autres : Dorval Brunelle (dir.), *L'ALENA à 20 ans : un accord en sursis, un modèle en essor*, Montréal, Les Éditions de l'Institut d'études internationales de Montréal, 2014.

AUTEUR

ÉRIC BOULANGER

Co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est : Chine, Japon, Corée.